



## CTPM du 8 février 2011 DECLARATION FSU

Les défis à relever pour le système éducatif sont considérables : faire face à l'échec scolaire persistant, en finir avec les sorties sans qualification du système éducatif de trop nombreux jeunes, assurer la réussite de tous à tous les niveaux.

La FSU a mis en débat dès le mois de novembre « 20 propositions pour l'Ecole » afin de contribuer à l'amélioration du système éducatif. Elle est prête à en discuter avec le Ministre de l'Éducation nationale et le Ministre de l'Agriculture et avec tous les personnels, les parents, les jeunes et tous les citoyens à l'occasion de 500 débats qu'elle organise partout en France.

Mais le gouvernement doit cesser de faire croire qu'il est possible de faire mieux avec moins. Nul n'ignore que sa politique éducative est conduite par celle de la réduction des dépenses publiques. L'ampleur des suppressions de postes dans l'Éducation, avec plus de 16 000 postes encore supprimés à la prochaine rentrée, alors que 62 000 élèves supplémentaires sont attendus, et les transformations radicales à l'œuvre dans le système éducatif qui instaurent une école de plus en plus ségrégative ne permettront pas de relever ces défis et d'assurer enfin la réussite de tous les élèves.

Plus encore, à seule fin d'absorber les suppressions d'emploi, une réorganisation des services est opérée. Ainsi, nous venons d'apprendre la suppression des services rectoraux de validation des services de non titulaire pour la retraite. C'est pour les personnels une véritable régression avec la disparition d'un service de proximité essentiel lorsqu'il s'agit de constituer un dossier complexe.

Ces choix budgétaires expliquent, ainsi que nous le verrons en examinant le projet de décret ITRF, que le ministère délègue au ministère de l'enseignement supérieur la gestion d'une partie de ses personnels, abandonnant ainsi au MESR la responsabilité de recruter, former et gérer des personnels qui contribuent aux missions éducatives de l'enseignement scolaire.

Le mépris des personnels et de leurs représentants devient la règle : ainsi la deuxième réunion de ce CTPM fixée un jour de grève nationale nous prive d'un moyen d'expression de notre désaccord. Cela ne convaincra personne du bien fondé des décisions soumises à l'avis de ce CTPM. **Les OS représentatives ne sont même plus informées des instructions que le MEN diffuse concernant les personnels, quand bien même il s'agit de sujets au cœur de leurs métiers.**

Niant le rôle des services départementaux, le ministre a arbitré pour faire de l'académie l'échelon d'élection du CT de proximité, ce qui est pour la FSU injustifiable.

C'est une autre politique, d'autres moyens, une autre dynamique à tous les niveaux du système éducatif qu'il faut mettre en œuvre.

Pour imposer d'autres choix pour le service public et laïque d'éducation, la FSU appelle tous les personnels de l'éducation à être en grève le 10 février prochain pour dénoncer les suppressions de postes, demander un collectif budgétaire qui permettrait d'assurer la prochaine rentrée scolaire dans de meilleures conditions pour les élèves, l'ouverture de discussions sur les réformes en cours (formation des enseignants, lycée, voie professionnelle, dispositif (E)CLAIR...) et l'amélioration des conditions de travail et de rémunération des personnels malmenés dans leur professionnalité et notamment les personnels non titulaires.